



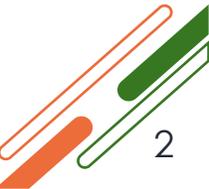
« REFORME DES IMPÔTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES (ITS) »

Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat



MEMBRES

- M. Paul KOUA (CCPF)
- M. MONGNAINHI Joseph (CCPF)
- M. AMOI Ehilé (CE)
- M. KOUASSI Antoine (DGI/DLCD)
- M. GBALLOU Tchétché Noël (DGI/DOA)
- M. ZAOULI Bi Tra Judicael (DGI/DERAR)





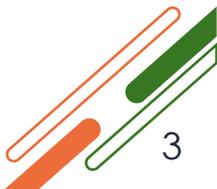
1. Etat des lieux et fondements de la réforme

- Informations
- Regard critique
- Objectifs visés
- Fondements et méthodologie

2. Propositions :

- Scenario 1 et impacts
- Scenario 2 et impacts
- Scenario 3 et impacts
- Scenario 4 et impacts

3. Synthèse (Scenario retenu)





Impôts sur les traitements et salaires (ITS) = IS + CN + IGR/Salaires

Dispositif actuel de taxation des ITS

<p>Composition et mode de détermination des ITS</p>	<p>i. (IS) : Taxation proportionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ taux de 1,5% sur 80% du salaire brut <p>L'abattement de 20% sur le revenu brut imposable pour calculer la base taxable à l'IS est fait pour tenir compte des charges liées au travail (l'alimentation, l'habillement...)</p>	<p>ii. (CN) : Taxation progressive suivant 4 tranches</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tranches de salaires mensuels aux taux ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • 0 – 50 000 : 0% • 50 001 – 130 000 : 1,5% • 130 001 – 200 000 : 5% • Plus de 200 001 : 10% <p>NB:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Salaire mensuel = salaire brut imposable mensuel * 80% ; ▪ L'exemption de la première tranche de revenu se justifie par le souci de sauvegarder le revenu minimum vital du salarié. 	<p>iii.(IGR/salaires) : Taxation progressive-barème à 8 tranches avec quotient familial</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prise en compte des charges de famille basées sur le nombre de parts (N), allant de 1 à 5; ➤ Détermination du revenu net imposable (R) = [80% B - (IS+CN)] x 85% ; ➤ Détermination du quotient familial (Q=R/N) à partir duquel l'IGR est calculé, selon le barème suivant à 8 tranches : <ul style="list-style-type: none"> • Q<300 000 : Néant • 300 000 <Q<547 000 : IGR=R x 10/110 – 27 273 x N • 548 000 <Q<979 000 : IGR=R x 15/ 115 – 48 913 x N • 980 000 <Q<1 519 000 : IGR=R x 20/120 – 84 375 x N • 1 520 000 <Q<2 644 000 : R x 25/125 – 135 000 x N • 2 645 000 <Q<4 669 000 : IGR=R x 35/135 – 291 667 x N • 4 670 000 <Q<10 106 000 : IGR=R x 45/145 – 530 172 x N • Q> 10 106 000 : IGR=R x 60/160 – 1 183 594 x N <p>L'IGR résulte d'un système d'abattement faisant appel au quotient familial pour tenir compte de la situation matrimoniale et du nombre d'enfants à charge. Plus la famille est nombreuse, plus l'abattement est conséquent.</p>
--	---	--	---

Le quotient familial (Q=R/N) permet de diviser le revenu global en plusieurs parts en fonction du revenu du foyer fiscal imposé ; ce qui permet un allègement de l'impôt pour les foyers nombreux. Le quotient familial permet donc de réduire l'impôt.



Nombre de salariés et recettes ITS recouvrées

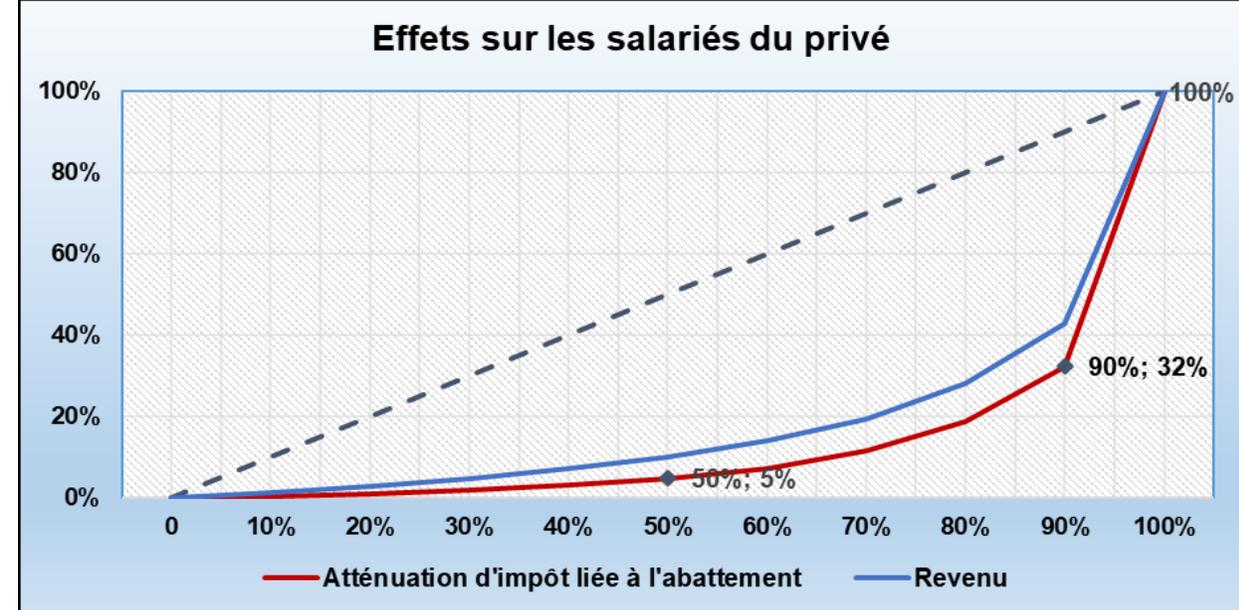
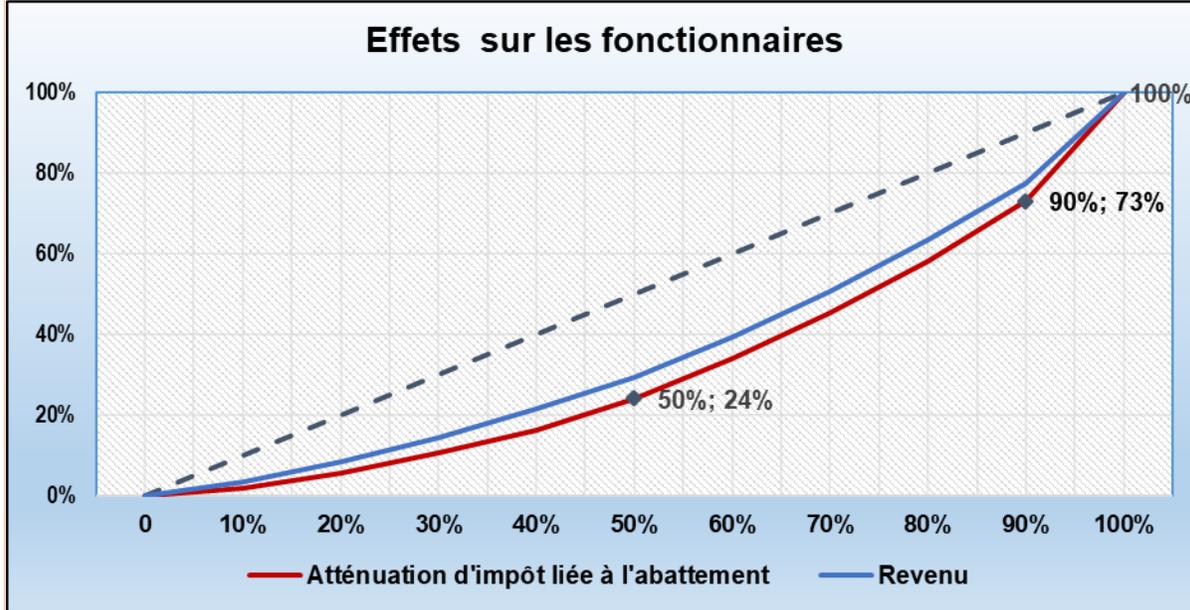
	2019	2020	2021
Nombre de salariés (secteur moderne)	1 044 061	1 141 370	1 227 172
Secteur public	225 274	277 670	293 816
Secteur privé	818 787	863 700	933 356
Recettes ITS			
Secteur public	99 554 098 186	112 227 579 865	454 371 631 086
Secteur privé	403 657 063 674	412 259 140 568	110 512 527 440
TOTAL recettes ITS	503 211 161 860	524 486 720 433	564 884 158 526
<i>(en % des recettes TOFE -DGI)</i>	23,8%	24,0%	21,4%

Echantillon utilisé (2019):

- Secteur public : **222.430 salariés** (87% des recettes ITS secteur public)
- Secteur privé : **191.431 salariés** (71% des recettes ITS secteur privé)



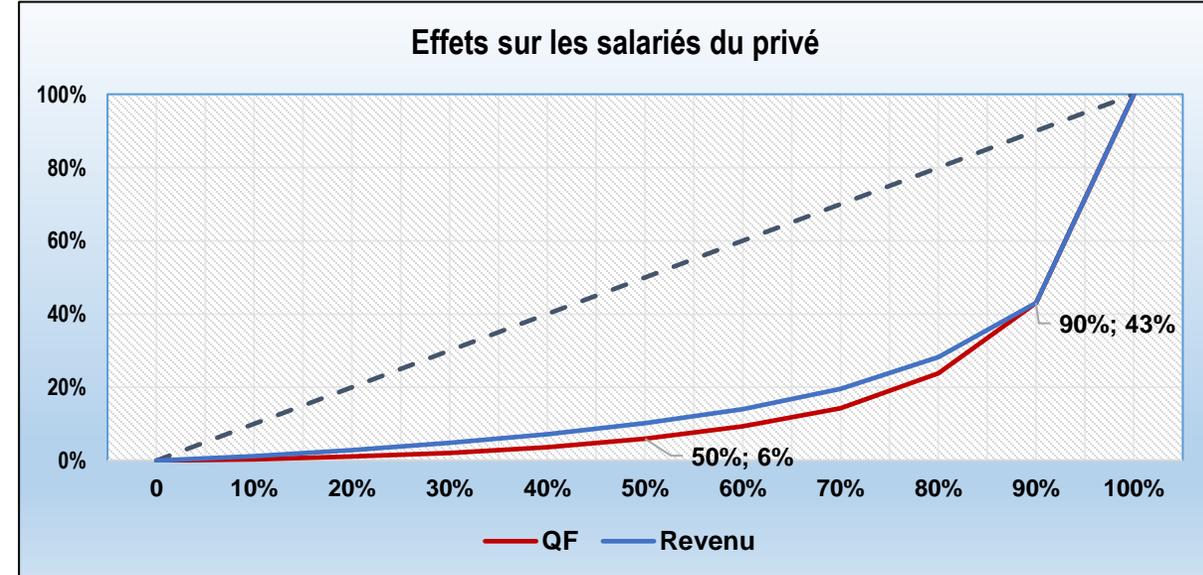
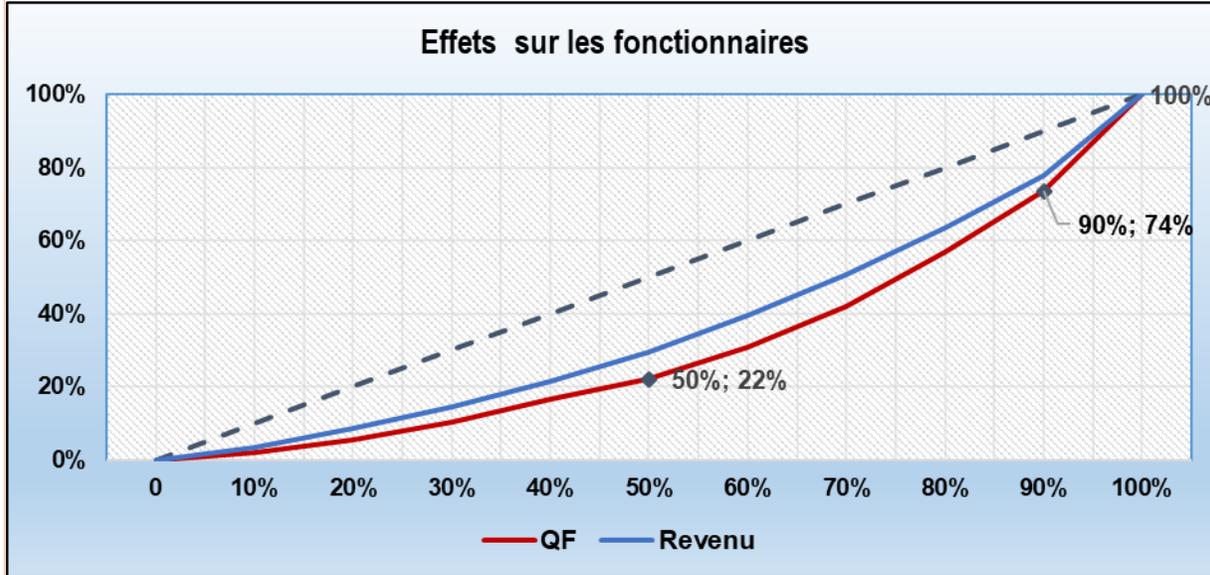
1. Effets des systèmes d'abattement



- Coût fiscal du système d'abattement inégalement réparti :

- ➔ **fonctionnaires**: coût annuel = **68 milliards**. **50% de revenus à partir des montants les plus faibles** bénéficient de **24%** de cet abattement, soit **16,3 milliards** et les **10% de revenus supérieurs** bénéficient de **27%**, soit **18,4 milliards**.
- ➔ **salariés du privé**: coût annuel = **180 milliards**. **50% de revenus à partir des montants les plus faibles** bénéficient **seulement de 5%** de l'abattement, soit **9 milliards** alors que les **10% de revenus supérieurs** bénéficient de **68%**, soit **122,4 milliards**.
- ➔ **Le système actuel d'abattement favorise les salaires les plus élevés, ce qui est contraire au principe de l'équité.**

2. Effets du mécanisme de quotient familial



- Coût fiscal du mécanisme de quotient familial :

- ➔ **fonctionnaires**: coût annuel = **31 milliards**. **50% de revenus à partir des montants les plus faibles** bénéficient de **22%** des avantages du quotient familial, soit **6,9 milliards** et les **10% de revenus supérieurs** bénéficient de **26%**, soit **8,2 milliards**.
- ➔ **salariés du privé**: coût annuel = **172 milliards**. **50% de revenus à partir des montants les plus faibles** bénéficient **seulement de 6%** des avantages du quotient familial, soit **10,2 milliards** alors que les **10% de revenus supérieurs** bénéficient de **57%**, soit **97,8 milliards**.
- ➔ **Le mécanisme de quotient familial favorise également les hauts salaires contrairement au principe de l'équité.**



❑ Quel est le système, proportionnel ou progressif, à adopter en vue de simplifier et de moderniser le dispositif actuel de taxation des traitements et salaires?



2. Système de taxation progressive ou proportionnelle?

□ Selon la Théorie économique et fiscale.

La théorie des systèmes de taxation tire sa source de la loi du marché qui commande qu'un bien rare se vende à un prix élevé (Franck Ramsey (1927)).

Au plan de la théorie fiscale, la notion de rareté s'assimile à la non mobilité des sources de revenus imposables (exemples : le travail vs le capital) (James Mirrlees (1971)).

Par ailleurs, la théorie économique de l'utilité stipule que l'utilité marginale du revenu est décroissante : c'est-à-dire pour tout individu rationnel bénéficiant d'un revenu R , les premiers francs dépensés portent sur les « biens essentiels » correspondant aux besoins jugés essentiels pour l'individu.

Ces premiers biens achetés et donc les premières dépenses essentielles ont (pour l'individu) une utilité/importance/valeur très largement – voire infiniment - supérieure aux derniers biens achetés (qui procurent plutôt du « plaisir »).



2. Système de taxation progressive ou proportionnelle?

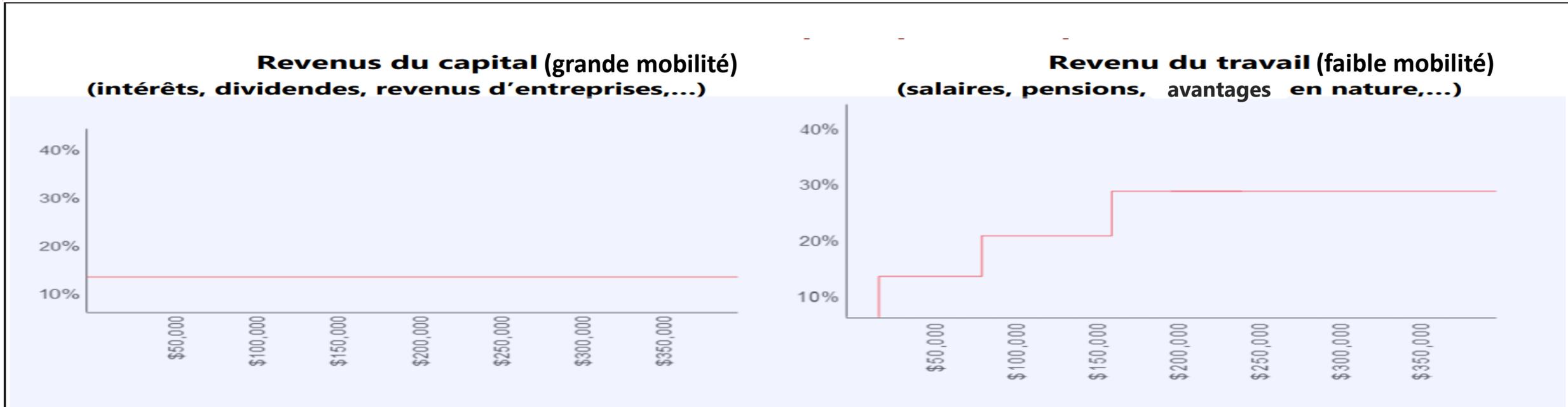
□ Selon la Théorie économique et fiscale

Ainsi, de la théorie, il découle donc que dans un environnement où le travail est moins mobile, **le revenu du travail doit être taxé progressivement par tranche avec des taux marginaux croissants.**

Cette théorie recommande une taxation relativement plus élevée, par l'application d'un barème progressif (Emmanuel Saez (2010)), des revenus issus du travail et une imposition linéaire et modérée (taxation proportionnelle) des revenus issus du capital (bénéfices, dividendes, intérêts, etc.).

2. Système de taxation progressive ou proportionnelle?

□ Illustration de la théorie



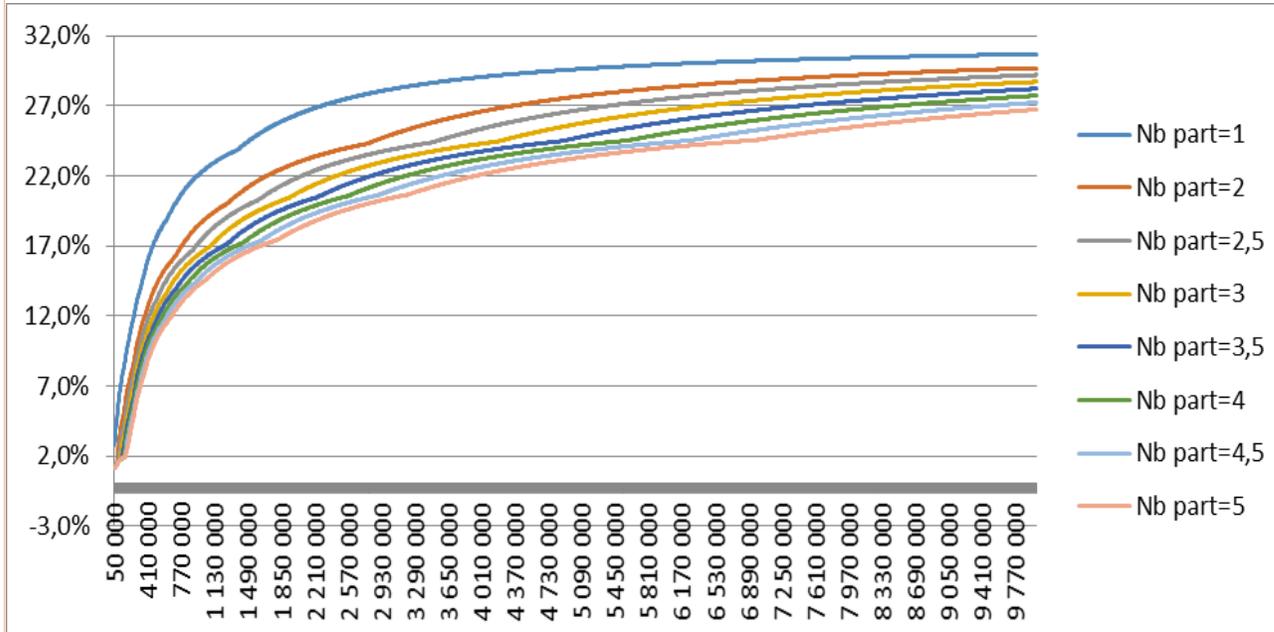
Le **taux marginal supérieur** du revenu, dans le barème progressif, **peut être élevé** pour maximiser les recettes fiscales (Emmanuel Saez (2010)) .

2. Système de taxation progressive ou proportionnelle?

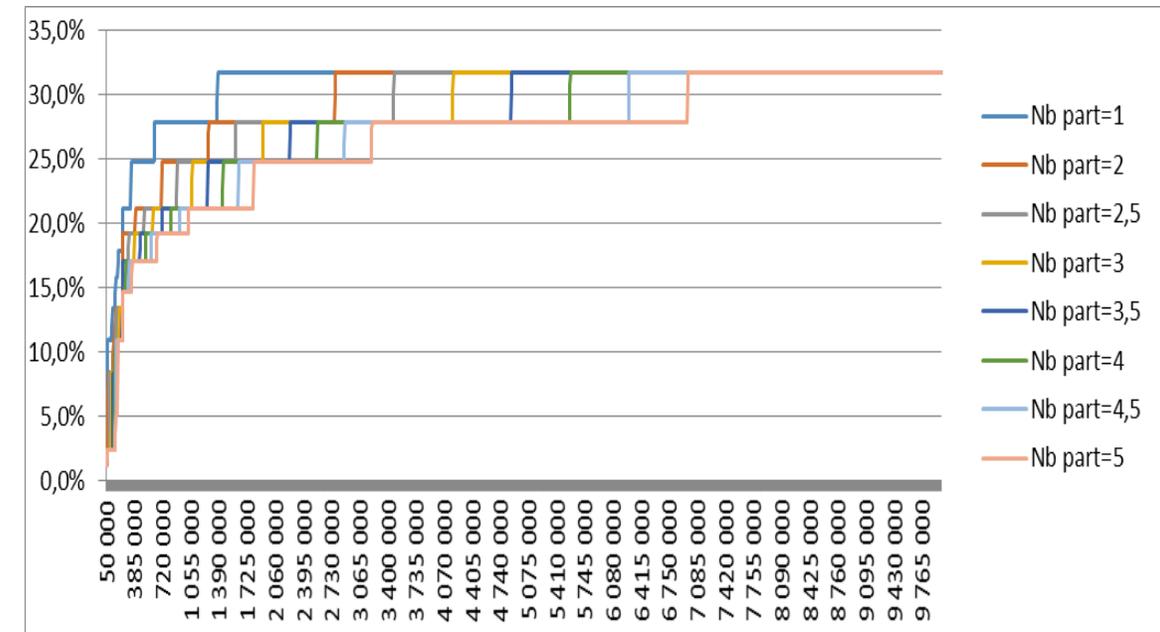
□ Empiriquement...

Le système de taxation des ITS en Côte d'Ivoire est progressif tel qu'illustré ci-dessous :

Taux effectifs d'imposition



Taux marginaux d'imposition



..... **Taux effectifs < 32%** pour l'ensemble des courbes..... et le **taux marginal maximum=32%**



□ **Adoption d'une taxation progressive** permettant de :

- ✓ **simplifier le mode de détermination de l'impôt sur les salaires,**
- ✓ **minimiser l'impact de la réforme sur le revenu des salariés tout en tenant compte des intérêts de l'Etat.**



- Fusion des trois cédules (IS, CN, IGR) en un impôt unique : **ITS**
- Adoption d'une taxation progressive en lieu et place de la taxation mixte (proportionnelle et progressive) ;
- Adoption d'un seul barème contre les deux barèmes actuels (CN et IGR/Salaires) ;
- Adoption d'un système de taux d'imposition progressif par tranche de salaires ;
- Institution d'un mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille en substitution au quotient familial permettant de tenir compte desdites charges, en fonction de la situation matrimoniale du salarié et du nombre d'enfants ;
- Maintien du nombre de parts en vigueur allant de 1 à 5.



- **Caractéristiques du nombre de parts:** Le nombre de parts est un indice d'appréciation et de prise en compte de la situation matrimoniale et du nombre d'enfants à charge. Il est prescrit par les articles 248 et 249 du CGI et varie de 1 et 5.

Situation matrimoniale et des enfants	Nombre de parts (N)
Célibataire, divorcé ou veuf sans enfant à charge	1
Célibataire, divorcé ou veuf sans enfant à charge, en situations particulières définies par l'article 249 du CGI	1,5
Marié, sans enfant à charge	2
Célibataire ou divorcé ayant un (1) enfant à charge	2
Marié ou veuf ayant un (1) enfant à charge	2,5
Célibataire ou divorcé ayant deux (2) enfants à charge	2,5
Marié ou veuf ayant deux (2) enfant à charge	3
Célibataire ou divorcé ayant trois (3) enfant à charge	3
Marié ou veuf ayant trois (3) enfant à charge	3,5
Célibataire ou divorcé ayant quatre (4) enfants à charge	3,5
Marié ou veuf ayant trois (4) enfant à charge	4
Célibataire ou divorcé ayant quatre (5) enfants à charge	4
.....et ainsi de suite en augmentant d'une demi- part par enfant à la charge du contribuable	



➤ Réduction d'Impôt pour Charges de Famille (RICF)

- **Notion de RICF:** montant forfaitaire déterminé par la loi et venant en diminution de l'impôt dû par le salarié, pour tenir compte de sa situation matrimoniale et du nombre d'enfants à charge.
- Objectif visé : réduction de la charge fiscale du salarié, en se fondant sur ses réalités familiales au moment de la liquidation de l'impôt.
- RICF (mensuelle ou annuelle) déterminée en fonction du nombre de parts (N) attribué à chaque salarié au regard de sa situation familiale et rappelée au premier point ci-dessus.
- Les niveaux de la RICF ont été déterminés au moyen de travaux de simulations ayant principalement pris appui sur les données de l'état des lieux.



SYNTHESE DES FONDEMENTS

Impôts sur les Traitements et Salaires (ITS)

Situation actuelle

Impôt sur salaires (IS) :

- Taxation proportionnelle
- Abattement de 20% du salaire brut imposable

Contribution Nationale (CN) :

- Taxation progressive suivant un barème à 4 tranches
- Abattement de 20% du salaire brut imposable

Impôt Général sur les Revenus : (IGR/Salaire) :

- Taxation progressive suivant un barème à 8 tranches avec quotient familial
- Abattement de 20% du salaire brut imposable
- Revenu net imposable (R) = $[80\% B - (IS+CN)] \times 85\%$
- Prise en compte des charges de famille basées sur le système de quotient familial et le nombre de parts (N), allant de 1 à 5

Réforme envisagée

Impôt sur les traitements et salaires :

- Taxation suivant un seul barème progressif
- Institution d'un mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille en remplacement du système de quotient familial
- Maintien du nombre de parts en vigueur allant de 1 à 5



- **Réalisation de travaux de simulation en faisant varier les paramètres ci-dessous :**
- le nombre de tranches de salaires ;
 - l'étendue des tranches de salaires ;
 - les taux marginaux ;
 - le niveau mensuel de réduction d'impôt pour charges de famille.



1. Scenario 1

- Barème fixé à 07 tranches de salaires avec des taux marginaux variant entre 0% et 32%.
- Réduction (mensuelle) d'impôt pour charges de famille fixée à 5.000 FCFA par demi-part à compter de la deuxième tranche avec une limitation du nombre de parts à 5.

barème mensuel

De	à	Taux
0	75 000	0,0%
75 001	240 000	16,0%
240 001	420 000	21,0%
420 001	1 000 000	25,0%
1 000 001	2 700 000	28,0%
2 700 001	5 500 000	31,0%
5 500 001		32,0%

Réduction d'impôt pour charges de famille (RICF)

Nombre de parts	Mensuel	Annuel
1	0	0
1,5	5 000	60 000
2	10 000	120 000
2,5	15 000	180 000
3	20 000	240 000
3,5	25 000	300 000
4	30 000	360 000
4,5	35 000	420 000
5	40 000	480 000



Exemple pratique : Cas d'un salarié marié avec un enfant et un revenu imposable de 410.000 FCFA

A. Réduction d'impôt correspondant à la situation matrimoniale

- salarié marié avec un enfant à charge → 2,5 parts
- Réduction (mensuelle) d'impôt correspondant = 15.000 → Déduction = 15.000

B. Calcul de l'impôt brut :

- tranche 1 de salaire (75.000) exempté → **Montant 1 = 0**
- tranche 2 de salaire = $240.000 - 75.000 = 165.000$ FCFA, imposé à 16% → **Montant 2 = 26.400**
- tranche 3 de salaire = $410.000 - 240.000 = 170.000$ FCFA, imposé à 21% → **Montant 3 = 35.700**
- Impôt brut total = $0 + 26.400 + 35.700 = 62.100$ → **impôt brut = 62.100**

→ **Impôt net à payer** = $62.100 - 15.000 = 47.100$ contre **48.133** à payer dans le dispositif actuel.



2. Effets réels du scénario 1

☐ Analyse des effets (sur les salariés)

Fonctionnaires			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		194 955	87,6%
D1	134 554	20 955	100,0%
D2	178 020	21 182	100,0%
D3	196 881	21 609	100,0%
D4	228 000	22 978	100,0%
D5	262 098	22 181	100,0%
D6	308 858	23 792	100,0%
D7	357 813	23 055	100,0%
D8	413 455	20 532	91,1%
D9	495 120	15 480	71,0%
D95	607 760	2 065	18,4%
D99	853 975	952	10,7%
D10	5 411 017	174	7,9%
Impactés		27 475	12,4%
D8	413 455	1 999	8,9%
D9	495 120	6 322	29,0%
D95	607 760	9 139	81,6%
D99	853 975	7 978	89,3%
D10	5 411 017	2 037	92,1%
TOTAL		222 430	100%

Salariés du secteur privé			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		150 685	78,7%
D1	82 959	19 142	100,0%
D2	103 002	19 144	100,0%
D3	122 984	19 144	100,0%
D4	153 061	19 142	100,0%
D5	190 914	19 143	100,0%
D6	257 861	19 143	100,0%
D7	385 747	19 114	99,8%
D8	627 532	9 627	50,3%
D9	1 176 720	4 062	21,2%
D95	2 009 174	1 701	17,8%
D99	6 225 278	1 085	14,2%
D10	96 899 324	238	12,4%
Impactés		40 746	21,3%
D8	627 532	9 516	49,7%
D9	1 176 720	15 080	78,8%
D95	2 009 174	7 871	82,2%
D99	6 225 278	6 572	85,8%
D10	96 899 324	1 677	87,6%
TOTAL		191 431	100%



3. Effets réels du scénario 1

☐ Analyse des effets (incidence financière)

Fonctionnaires

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-10 257,9
D1	134 554	[376 – 6 059]	[0,61% - 4,53%]	-628,4
D2	178 020	[57 – 7 950]	[0,03% - 4,71%]	-890,7
D3	196 881	[28 – 9 882]	[0,01% - 5,03%]	-1 163,2
D4	228 000	[122 – 12 164]	[0,06% - 5,34%]	-1 569,3
D5	262 098	[639 – 14 514]	[0,26% - 5,64%]	-1 103,2
D6	308 858	[122 – 19 217]	[0,04% - 6,30%]	-1 368,5
D7	357 813	[163 – 18 969]	[0,05% - 6,14%]	-1 410,7
D8	413 455	[0 – 15 874]	[0% - 4,43%]	-1 237,0
D9	495 120	[0 – 13 669]	[0% - 3,30%]	-720,6
D95	607 760	[21 – 7 445]	[0% - 1,50%]	-78,8
D99	853 975	[3 330 – 9 920]	[0,53% - 1,16%]	-53,2
D10	5 411 017	[9 920 – 76 264]	[1,03% - 2,26%]	-34,2
Perte				2 216,2
D8	413 455	[0 - 259]	[0% - 0,6%]	3,8
D9	495 120	[0 – 3 465]	[0% - 0,7%]	87,3
D95	607 760	[8 – 8 436]	[0% - 1,39%]	477,3
D99	853 975	[1 572 – 19 044]	[0,26% - 2,23%]	939,1
D10	5 411 017	[3 057 – 167 103]	[0,08% - 4,37%]	708,7
TOTAL				-8 041,7

Salariés du secteur privé

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-5 809,8
D1	82 959	[360 – 3 510]	[1,2% - 4,68%]	-504,8
D2	103 002	[1 241 – 3 410]	[1,5% - 3,75%]	-532,9
D3	122 984	[1 118 – 5 087]	[0,9% - 4,2%]	-509,2
D4	153 061	[334 – 6 476]	[0,22% - 4,59%]	-638,0
D5	190 914	[30 – 9 250]	[0,02% - 4,85%]	-800,8
D6	257 861	[28 – 14 513]	[0,01% - 5,64%]	-1 082,8
D7	385 747	[0 – 19 220]	[0% - 6,3%]	-889,4
D8	627 532	[1 – 14 763]	[0% - 3,82%]	-412,2
D9	1 176 720	[3 407 – 14 121]	[0,54% - 1,41%]	-439,9
D95	2 009 174	[13 654 – 37 290]	[0,99% - 1,86%]	-410,4
D99	6 225 278	[21 528 – 84 950]	[0,71% - 2,35%]	-815,0
D10	96 899 324	[3 409 – 83 217]	[0,0084% - 1,331%]	-202,5
Perte				13 091,3
D8	627 532	[0 – 9 264]	[0,0001% - 1,5%]	431,6
D9	1 176 720	[3 006 – 37 669]	[0,289% - 3,2%]	2 952,5
D95	2 009 174	[3 410 – 86 832]	[0,215% - 4,45%]	3 919,0
D99	6 225 278	[3 643 – 238 879]	[0,067% - 4,38%]	5 788,2
D10	96 899 324	[3 405 – 354 953]	[0,008% - 3,913%]	2 353,2
TOTAL				7 281,5

4. Synthèse du scénario 1

<p>Axes de réforme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suppression du quotient familial et institution d'un mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille (non remboursable) fixée à 5.000 par demi-part enfant avec une limitation du nombre de part à 5 ; ➤ Institution d'un nouveau barème progressif à 7 tranches selon l'intervalle du salaire mensuel comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 0 – 75 000 : Néant • 75 001 – 240 000 : 16% • 240 001 – 420 000 : 21% • 420 001 – 1 000 000 : 25% • 1 000 001 – 2 700 000 : 28% • 2 700 001 – 5 500 000 : 31% • Plus de 5 500 000 : 32%
<p>Impact de la réforme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le budget : solde négatif estimé à 0,6 milliard de francs CFA. ➤ Sur les revenus des salariés : plus de 80% de gagnants : <ul style="list-style-type: none"> • Secteur public : Perte de 9,2 milliards de francs CFA pour l'Etat ; • Secteur privé : Gain de 8,6 milliards de francs CFA pour l'Etat. • Les 20% de salariés impactés se retrouvent avec des impositions supplémentaires variant de 1 FCFA à 354.953 FCFA, avec 2.278 (1,2%) salariés du privé et 22 (0,1%) du public impactés à plus de 100.000 FCFA.



5. Scenario 2

- Barème maintenu à 07 tranches de salaires avec des taux marginaux variant entre 0% et 32%.
- Réduction (mensuelle) d'impôt pour charges de famille fixée à 5.000 FCFA par demi-part à compter de la deuxième tranche avec une limitation du nombre de parts à 5.

barème mensuel

De	à	Taux
0	75 000	0,0%
75 001	240 000	16,0%
240 001	420 000	19,0%
420 001	1 000 000	23,0%
1 000 001	2 700 000	27,0%
2 700 001	5 500 000	31,0%
5 500 001		32,0%

Réduction d'impôt pour charges de famille (RICF)

Nombre de part	Mensuel	Annuel
1	0	0
1,5	5 000	60 000
2	10 000	120 000
2,5	15 000	180 000
3	20 000	240 000
3,5	25 000	300 000
4	30 000	360 000
4,5	35 000	420 000
5	40 000	480 000



6. Effets réels du scénario 2

☐ Analyse des effets (sur les salariés)

Fonctionnaires			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		213 181	95,8%
D1	134 554	20 955	100,0%
D2	178 020	21 182	100,0%
D3	196 881	21 609	100,0%
D4	228 000	22 978	100,0%
D5	262 098	22 181	100,0%
D6	308 858	23 792	100,0%
D7	357 813	23 055	100,0%
D8	413 455	22 531	100,0%
D9	495 120	21 802	100,0%
D95	607 760	10 496	93,7%
D99	853 975	1 995	22,3%
D10	5 411 017	605	27,4%
Impactés		9 249	4,2%
D8	413 455		
D9	495 120		
D95	607 760	708	6,3%
D99	853 975	6 935	77,7%
D10	5 411 017	1 606	72,6%
TOTAL		222 430	100%

Salariés du secteur privé			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		162 705	85,0%
D1	82 959	19 142	100,0%
D2	103 002	19 144	100,0%
D3	122 984	19 144	100,0%
D4	153 061	19 142	100,0%
D5	190 914	19 143	100,0%
D6	257 861	19 143	100,0%
D7	385 747	19 144	100,0%
D8	627 532	17 913	93,6%
D9	1 176 720	6 075	31,7%
D95	2 009 174	2 225	23,2%
D99	6 225 278	2 015	26,3%
D10	96 899 324	475	24,8%
Impactés		28 726	15,0%
D8	627 532	1 230	6,4%
D9	1 176 720	13 067	68,3%
D95	2 009 174	7 347	76,8%
D99	6 225 278	5 642	73,7%
D10	96 899 324	1 440	75,2%
TOTAL		191 431	100%



7. Effets réels du scénario 2

☐ Analyse des effets (incidence financière)

Fonctionnaires

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-13 291,2
D1	134 554	[376 – 6 059]	[0,61% - 4,53%]	-628,4
D2	178 020	[57 – 7 950]	[0,03% - 4,71%]	-890,7
D3	196 881	[28 – 9 882]	[0,01% - 5,03%]	-1 163,2
D4	228 000	[122 – 12 164]	[0,06% - 5,34%]	-1 569,3
D5	262 098	[719 – 14 780]	[0,32% - 5,71%]	-1 131,6
D6	308 858	[1 110 – 19 822]	[0,41% - 6,42%]	-1 604,2
D7	357 813	[1 614 – 20 219]	[0,52% - 6,49%]	-1 908,1
D8	413 455	[2 629 – 18 234]	[0,73% - 5,09%]	-2 020,3
D9	495 120	[1 632 – 17 145]	[0,33% - 4,14%]	-1 687,1
D95	607 760	[6 – 12 549]	[0% - 2,53%]	-427,7
D99	853 975	[1 – 22 199]	[0% - 2,60%]	-170,2
D10	5 411 017	[39 – 108 464]	[0% - 3,41%]	-90,3
Perte				438,1
D8	413 455			
D9	495 120			
D95	607 760	[1 – 1 101]	[0% - 0,18%]	3,5
D99	853 975	[3 – 6 765]	[0% - 0,79%]	134,8
D10	5 411 017	[15 – 134 903]	[0% - 3,10%]	299,8
TOTAL				-12 853,1

Salariés du secteur privé

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-10 052,2
D1	82 959	[360 – 3 510]	[1,2% - 4,68%]	-504,8
D2	103 002	[1 241 – 3 410]	[1,5% - 3,75%]	-532,9
D3	122 984	[1 118 – 5 087]	[0,9% - 4,2%]	-509,2
D4	153 061	[334 – 6 476]	[0,22% - 4,59%]	-638,0
D5	190 914	[30 – 9 250]	[0,02% - 4,85%]	-800,8
D6	257 861	[28 – 14 613]	[0,01% - 5,67%]	-1 090,5
D7	385 747	[1 015 – 20 221]	[0,39% - 6,49%]	-1 233,5
D8	627 532	[0 – 17 685]	[0% - 4,58%]	-1 152,7
D9	1 176 720	[1 – 30 868]	[0% - 2,93%]	-1 056,3
D95	2 009 174	[30 – 62 542]	[0,002% - 3,12%]	-836,3
D99	6 225 278	[3 997 – 117 150]	[0,2% - 3,54%]	-1 348,1
D10	96 899 324	[259 – 115 417]	[0,002% - 1,85%]	-349,2
Perte				8 091,1
D8	627 532	[0 – 1 517]	[0% - 0,24%]	8,2
D9	1 176 720	[4 – 20 713]	[0,0005% - 1,76%]	817,3
D95	2 009 174	[2 – 61 564]	[0,002% - 3,16%]	1 997,7
D99	6 225 278	[7 050 – 206 679]	[0,2611% - 3,38%]	3 508,0
D10	96 899 324	[40 – 322 753]	[0,002% - 3,45%]	1 760,0
TOTAL				-1 961,1



8. Synthèse du scénario 2

<p>Axes de réforme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suppression du quotient familial et institution d'un mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille (non remboursable) maintenue à 5.000 FCFA par demi-part avec une limitation du nombre de parts à 5 ; ➤ Institution d'un nouveau barème progressif à 7 tranches selon l'intervalle du salaire mensuel comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • 0 – 75 000 : Néant • 75 001 – 240 000 : 16% • 240 001 – 420 000 : 19% • 420 001 – 1 000 000 : 23% • 1 000 001 – 2 700 000 : 27% • 2 700 001 – 5 500 000 : 31% • Plus de 5 500 000 : 32%
<p>Impact de la réforme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le budget : solde négatif estimé à 19,5 milliards de francs CFA. ➤ Sur les revenus des salariés : plus de 87% de gagnants : <ul style="list-style-type: none"> • Secteur public : Perte de 4,8 milliards de francs CFA pour l'Etat • Secteur privé : Perte de 14,7 milliards de francs CFA pour l'Etat. • Les 13% de salariés impactés se retrouvent avec des impositions supplémentaires variant de 1 FCFA à 322.753 FCFA, avec 1.341 (0,7%) salariés du privé et 10 (0,004%) du public impactés à plus de 100.000 FCFA.



9. Scenario 3

- Barème ramené à **06** tranches de salaires avec aménagement des seuils et des taux marginaux variant entre 0% et 32%.
- Réduction (mensuelle) d'impôt pour charges familiale portée à **5.500** FCFA par demi-part à compter de la deuxième tranche avec une limitation du nombre de parts à 5.

Barème mensuel

De	à	Taux
0	75 000	0,0%
75 001	240 000	16,0%
240 001	420 000	20,0%
420 001	2 400 000	24,0%
2 400 001	8 000 000	27,0%
8 000 001		32,0%

Réduction d'impôt pour charges de famille (RICF)

Nombre de part	Mensuel	Annuel
1	0	0
1,5	5 500	66 000
2	11 000	132 000
2,5	16 500	198 000
3	22 000	264 000
3,5	27 500	330 000
4	33 000	396 000
4,5	38 500	462 000
5	44 000	528 000



10. Effets réels du scénario 3

☐ Analyse des effets (sur les salariés)

Fonctionnaires			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		208 749	93,8%
D1	134 554	20 955	100,0%
D2	178 020	21 182	100,0%
D3	196 881	21 609	100,0%
D4	228 000	22 978	100,0%
D5	262 098	22 181	100,0%
D6	308 858	23 792	100,0%
D7	357 813	23 055	100,0%
D8	413 455	22 531	100,0%
D9	495 120	21 802	100,0%
D95	607 760	6 714	59,9%
D99	853 975	1 552	17,4%
D10	5 411 017	398	18,0%
Impactés		13 681	6,2%
D8	413 455		
D9	495 120		
D95	607 760	4 490	40,1%
D99	853 975	7 378	82,6%
D10	5 411 017	1 813	82,0%
TOTAL		222 430	100%

Salariés du secteur privé			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		164 094	85,7%
D1	82 959	19 142	100,0%
D2	103 002	19 144	100,0%
D3	122 984	19 144	100,0%
D4	153 061	19 142	100,0%
D5	190 914	19 143	100,0%
D6	257 861	19 143	100,0%
D7	385 747	19 144	100,0%
D8	627 532	15 446	80,7%
D9	1 176 720	4 319	22,6%
D95	2 009 174	3 063	32,0%
D99	6 225 278	5 378	70,2%
D10	96 899 324	1 886	98,5%
Impactés		27 337	14,3%
D8	627 532	3 697	19,3%
D9	1 176 720	14 823	77,4%
D95	2 009 174	6 509	68,0%
D99	6 225 278	2 279	29,8%
D10	96 899 324	29	1,5%
TOTAL		191 431	100%



11. Effets réels du scénario 3

☐ Analyse des effets (incidence financière)

Fonctionnaires

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-14 281,8
D1	134 554	[376 – 6 059]	[0,61% - 4,53%]	-628,4
D2	178 020	[57 – 9 117]	[0,03% - 5,12%]	-949,3
D3	196 881	[28 – 9 882]	[0,01% - 5,12%]	-1 284,3
D4	228 000	[122 – 12 164]	[0,06% - 5,52%]	-1 734,1
D5	262 098	[719 – 15 239]	[0,30% - 5,81%]	-1 322,0
D6	308 858	[889 – 19 822]	[0,34% - 6,56%]	-1 836,6
D7	357 813	[1 389 – 22 635]	[0,44% - 6,90%]	-2 122,3
D8	413 455	[1 949 – 21 054]	[0,54% - 5,88%]	-2 141,1
D9	495 120	[516 – 19 407]	[0,10% - 4,69%]	-1 649,0
D95	607 760	[4 – 13 997]	[0% - 2,83%]	-317,9
D99	853 975	[0 – 16 060]	[0% - 1,88%]	-114,3
D10	5 411 017	[536 – 209 560]	[0,01% - 4,82%]	-182,5
Perte				660,5
D8	413 455			
D9	495 120			
D95	607 760	[0 – 2 768]	[0% - 0,46%]	59,3
D99	853 975	[18 – 9 904]	[0% - 1,16%]	357,0
D10	5 411 017	[313 – 35 493]	[0,01% - 1,92%]	244,3
TOTAL				-13 621,3

Salariés du secteur privé

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-17 022,3
D1	82 959	[360 – 3 510]	[1,2% - 4,68%]	-504,8
D2	103 002	[1 241 – 3 410]	[1,5% - 3,75%]	-532,9
D3	122 984	[1 118 – 5 177]	[0,91% - 4,67%]	-509,2
D4	153 061	[334 – 6 999]	[0,22% - 4,87%]	-653,3
D5	190 914	[30 – 9 250]	[0,02% - 5,13%]	-862,0
D6	257 861	[28 – 14 613]	[0,01% - 5,76%]	-1 227,6
D7	385 747	[836 – 22 633]	[0,32% - 6,90%]	-1 317,8
D8	627 532	[0 – 20 224]	[0% - 5,24%]	-959,2
D9	1 176 720	[0 – 28 566]	[0% - 2,43%]	-760,1
D95	2 009 174	[17 – 85 099]	[0,0013% - 4,244%]	-1 143,6
D99	6 225 278	[26 – 297 816]	[0% - 4,8234%]	-4 081,3
D10	96 899 324	[1 198 – 382 725]	[0,016% - 4,789%]	-4 470,5
Perte				3 073,5
D8	627 532	[0 – 3 390]	[0% - 0,5%]	69,0
D9	1 176 720	[0 – 19 043]	[0% - 1,62%]	1 397,4
D95	2 009 174	[3 – 36 536]	[0% - 2,02%]	1 176,7
D99	6 225 278	[7 – 49 611]	[0% - 1,73%]	424,8
D10	96 899 324	[1 856 – 47 853]	[0,12% - 0,365%]	5,5
TOTAL				-13 948,8



12. Synthèse du scénario 3

<p>Axes de réforme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suppression du quotient familial et institution d'un mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille (non remboursable) portée à 5.500 FCFA mensuel par demi-part avec une limitation du nombre de parts à 5 ; ➤ Institution d'un nouveau barème progressif à 6 tranches avec aménagement des seuils et des taux selon les intervalles de salaire mensuel comme suit: <ul style="list-style-type: none"> • 0 – 75 000 : Néant • 75 001 – 240 000 : 16% • 240 001 – 420 000 : 20% • 420 001 – 2 400 000 : 24% • 2 400 001 – 8 000 000 : 27% • Plus de 8 000 000 : 32%
<p>Impact de la réforme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur le budget : solde négatif estimé à 35,4 milliards de francs CFA. ➤ Sur les revenus des salariés : plus de 87% de gagnants : <ul style="list-style-type: none"> • Secteur public : Perte de 15,6 milliards de francs CFA pour l'Etat • Secteur privé : Perte de 19,8 milliards de francs CFA pour l'Etat. • Les 13% de perdants se retrouvent avec des impositions supplémentaires variant de 1 FCFA à 49.611 FCFA et se situant à moins de 2% du salaire imposable.



Réforme		Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
Barème		<ul style="list-style-type: none"> • 0 – 75 000 : Néant • 75 001 – 240 000 : 16% • 240 001 – 420 000 : 21% • 420 001 – 1 000 000 : 25% • 1 000 001 – 2 700 000 : 28% • 2 700 001 – 5 500 000 : 31% • Plus de 5 500 000 : 32% 	<ul style="list-style-type: none"> • 0 – 75 000 : Néant • 75 001 – 240 000 : 16% • 240 001 – 420 000 : 19% • 420 001 – 1 000 000 : 23% • 1 000 001 – 2 700 000 : 27% • 2 700 001 – 5 500 000 : 31% • Plus de 5 500 000 : 32% 	<ul style="list-style-type: none"> • 0 – 75 000 : Néant • 75 001 – 240 000 : 16% • 240 001 – 420 000 : 20% • 420 001 – 2 400 000 : 24% • 2 400 001 – 8 000 000 : 27% • Plus de 8 000 000 : 32%
Réduction d'impôt pour charges de famille (annuel/demi-part)		5 000 FCFA	5 000 FCFA	5 500 FCFA
Impact sur le budget de l'Etat		-0,6 md	-19,5 mds	-36,4 mds
Impact sur le revenu des salariés	% de gagnants	80%	87%	87%
	Charge fiscale supplémentaire des perdants	Compris entre 1 FCFA et 354.953 FCFA	Compris entre 1 FCFA et 322.753 FCFA	< 50.000 FCFA



□ Prise en compte des préoccupations spécifiques aux personnes retraitées

STRUCTURES RENCONTREES	PREOCCUPATIONS EXPRIMEES	RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL	IMPACT BUDGETAIRE	IMPACT SOCIAL
CGRAE-CNPS	<p>1) Révision de paramètres Pour renforcer le caractère social de la réforme, en cas d'existence de « perdants », il faudrait peut-être envisager la révision de certains paramètres de sorte à annuler les pertes des « perdants ».</p>	<p>Il pourrait être envisagé de relever le niveau de l'abattement dont bénéficient les personnes retraitées actuellement établi à 300 000 FCFA.</p>	<p>Baisse des ITS des retraités de 1,03 mds</p>	<p>–Hausse du pouvoir d'achat des retraités –Meilleure prise en charge des préoccupations liées au 3^{ème} âge –Probable hausse de la consommation induisant une demande supplémentaire au profit des entreprises</p>
	<p>2) Prise en compte des situations particulières en matière d'IGR Avec le système actuel, les retraités qui ont plus de 70 ans sont exonérés de l'IGR. Il serait judicieux de les exonérer d'impôt dans le cadre de la réforme surtout que le poids de l'IGR dans les ITS est d'environ 70%.</p> <p>La régularisation de l'IGR du fait du changement du nombre de parts en cours d'année ne doit pas être perdue de vue, dans la conception du mécanisme du crédit d'impôt.</p>	<p>Il pourrait être envisagé une réduction de l'impôt calculé des personnes retraitées de plus de 70 ans.</p> <p>Préoccupation prise en charge</p>		
	<p>3) Exonération totale des pensions des personnes retraitées L'imposition des pensions pourrait constituer une double imposition qui va à l'encontre de l'orthodoxie fiscale.</p>	<p>La réflexion actuelle ne traite pas ce type de préoccupation. Toutefois, la réforme induit une baisse des charges fiscales des personnes retraitées.</p>	<p>RAS</p>	<p>RAS</p>



Scenario 3

Réforme		Scenario retenu
Barème	0 – 75 000 : Néant 75 001 – 240 000 : 16% 240 001 – 420 000 : 20% 420 001 – 2 400 000 : 24% 2 400 001 – 8 000 000 : 27% Plus de 8 000 000 : 32%	❖ <u>Aménagements concernant les bénéficiaires de pensions de retraite et rente viagère</u> ✓ Relèvement du niveau de l' abattement dont bénéficient les personnes retraitées de 300 000 FCFA à 360 000 FCFA ; ✓ Réduction de l'impôt calculé des personnes retraitées de plus de 70 ans de 60% .
Réduction d'impôt pour charges de famille (annuel/demi-part)	5 500 FCFA	
Impact sur le budget de l'Etat		-36,4 mds
Impact sur le revenu des salariés	% de gagnants	87% des salariés en activité et 100% des personnes retraitées
	Charge fiscale supplémentaire des perdants	< 50.000 FCFA



Scenario 4

- Barème ramené à **06** tranches de salaires avec aménagement des seuils et des taux marginaux variant entre 0% et 32%.
- Réduction (mensuelle) d'impôt pour charges familiale portée à **5.500** FCFA par demi-part à compter de la deuxième tranche avec une limitation du nombre de parts à 5.

Barème mensuel

De	à	Taux
0	75 000	0,0%
75 001	240 000	16,0%
240 001	800 000	21,0%
800 001	2 400 000	24,0%
2 400 001	8 000 000	28,0%
8 000 001		32,0%

Réduction d'impôt pour charges de famille (RICF)

Nombre de part	Mensuel	Annuel
1	0	0
1,5	5 500	66 000
2	11 000	132 000
2,5	16 500	198 000
3	22 000	264 000
3,5	27 500	330 000
4	33 000	396 000
4,5	38 500	462 000
5	44 000	528 000



Exemple pratique : Cas d'un salarié marié avec un enfant et un revenu imposable de 410.000 FCFA

A. Réduction d'impôt correspondant à la situation matrimoniale

- salarié marié avec un enfant à charge → 2,5 parts
- Réduction (mensuelle) d'impôt correspondant = 16.500 → Déduction = 16.500

B. Calcul de l'impôt brut :

- tranche 1 de salaire (75.000) exempté → **Montant 1 = 0**
- tranche 2 de salaire = 240.000 - 75.000 = 165.000 FCFA, imposé à 16% → **Montant 2 = 26.400**
- tranche 3 de salaire = 410.000 - 240.000 = 170.000 FCFA, imposé à 21% → **Montant 3 = 35.700**
- Impôt brut total = 0 + 26.400 + 35.700 = 62.100 → **impôt brut = 62.100**

→ **Impôt net à payer** = 62.100 – 16.500 = **45.600** contre **48.133** à payer dans le dispositif actuel.



☐ Effets réels du scénario 4

☐ Analyse des effets (sur les salariés)

Fonctionnaires			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		221 150	99,4%
D1	134 554	20 955	100,0%
D2	178 020	21 182	100,0%
D3	196 881	21 609	100,0%
D4	228 000	22 978	100,0%
D5	262 098	22 181	100,0%
D6	308 858	23 792	100,0%
D7	357 813	23 055	100,0%
D8	413 455	22 531	100,0%
D9	495 120	21 802	100,0%
D95	607 760	11 204	100,0%
D99	853 975	8 893	99,6%
D10	5 411 017	968	43,8%
Impactés		1 280	0,6%
D8	413 455		
D9	495 120		
D95	607 760		
D99	853 975	37	0,4%
D10	5 411 017	1 243	56,2%
TOTAL		222 430	100%

Salariés du secteur privé			
Statut	Seuils de revenu	Nombre	%
Gagnants		180 132	94,1%
D1	82 959	19 142	100,0%
D2	103 002	19 144	100,0%
D3	122 984	19 144	100,0%
D4	153 061	19 142	100,0%
D5	190 914	19 143	100,0%
D6	257 861	19 143	100,0%
D7	385 747	19 144	100,0%
D8	627 532	19 143	100,0%
D9	1 176 720	14 373	75,1%
D95	2 009 174	4 844	50,6%
D99	6 225 278	5 936	77,5%
D10	96 899 324	1 834	95,8%
Impactés		11 299	5,9%
D8	627 532		
D9	1 176 720	4 769	24,9%
D95	2 009 174	4 728	49,4%
D99	6 225 278	1 721	22,5%
D10	96 899 324	81	4,2%
TOTAL		191 431	100%



☐ Effets réels du scénario 4

☐ Analyse des effets (incidence financière)

Fonctionnaires

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-15 747,5
D1	134 554	[376 – 6 059]	[0,608% - 4,53%]	-720,8
D2	178 020	[57 – 9 117]	[0,032% - 5,121%]	-1088,9
D3	196 881	[28 – 9 882]	[0,015% - 5,125%]	-1473,2
D4	228 000	[122 – 12 164]	[0,062% - 5,519%]	-1989,1
D5	262 098	[639 – 15 239]	[0,255% - 5,815%]	-1500,3
D6	308 858	[622 – 19 822]	[0,211% - 6,484%]	-1974,5
D7	357 813	[663 – 22 021]	[0,212% - 6,801%]	-2152,6
D8	413 455	[741 – 19 874]	[0,186% - 5,551%]	-2004,5
D9	495 120	[776 – 17 669]	[0,188% - 4,270%]	-1548,3
D95	607 760	[865 – 14 453]	[0,171% - 2,918%]	-601,8
D99	853 975	[3 – 25 660]	[0,0004% - 3,005%]	-416,2
D10	5 411 017	[2 – 199 486]	[0,00005% - 5,200%]	-277,5
Perte				83,3
D8	413 455			
D9	495 120			
D95	607 760			
D99	853 975	[41 - 304]	[0,005% - 0,036%]	0,1
D10	5 411 017	[3 – 32 860]	[0,0001% - 1,334%]	83,2
TOTAL				-15 664,2

Salariés du secteur privé

Décile	Seuils de revenu	Valeur (FCFA)	en % du salaire	Globale (Millions FCFA)
Gain				-24 145,2
D1	82 959	[360 – 3 510]	[1,19% - 4,68%]	-714,8
D2	103 002	[1241 – 3 410]	[1,45% - 3,755%]	-754,5
D3	122 984	[1118 – 5 177]	[0,91% - 4,67%]	-721,0
D4	153 061	[334 – 6 999]	[0,219% - 4,87%]	-925,2
D5	190 914	[30 – 9 250]	[0,015% - 5,13%]	-1 220,6
D6	257 861	[28 – 14 613]	[0,014% - 5,76%]	-1 732,9
D7	385 747	[657 – 21 968]	[0,21% - 6,80%]	-1 624,4
D8	627 532	[741 – 18 763]	[0,16% - 4,86%]	-1 432,7
D9	1 176 720	[0 – 38 166]	[0,00003% - 3,245%]	-2 088,3
D95	2 009 174	[13 – 94 699]	[0,0007% - 4,724%]	-2 244,1
D99	6 225 278	[2 – 269 230]	[0,00005% - 5,23%]	-5 716,3
D10	96 899 324	[2 931 – 336 325]	[0,015% - 4,33%]	-4 970,2
Perte				1 522,1
D8	627 532			
D9	1 176 720	[0 – 9 443]	[0,0001% - 0,81%]	273,0
D95	2 009 174	[2 – 26 936]	[0,0001% - 1,49%]	729,5
D99	6 225 278	[7 – 51 760]	[0,0001% - 1,50%]	476,4
D10	96 899 324	[1677 – 94 253]	[0,009% - 0,83%]	43,2
TOTAL				-22 623,2

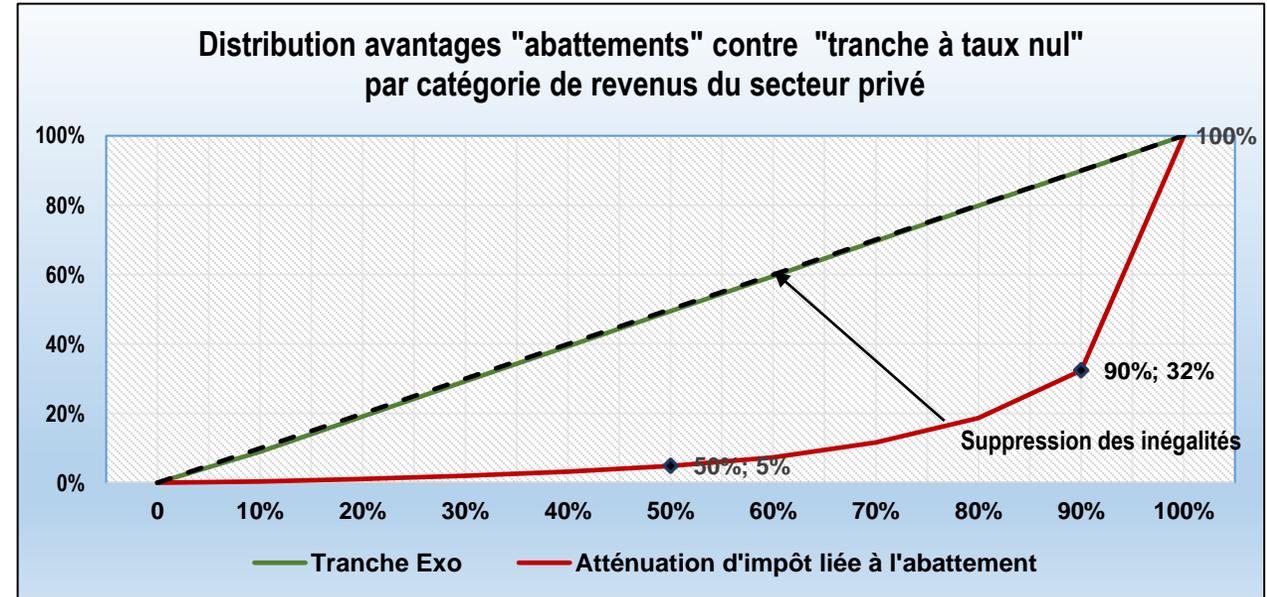
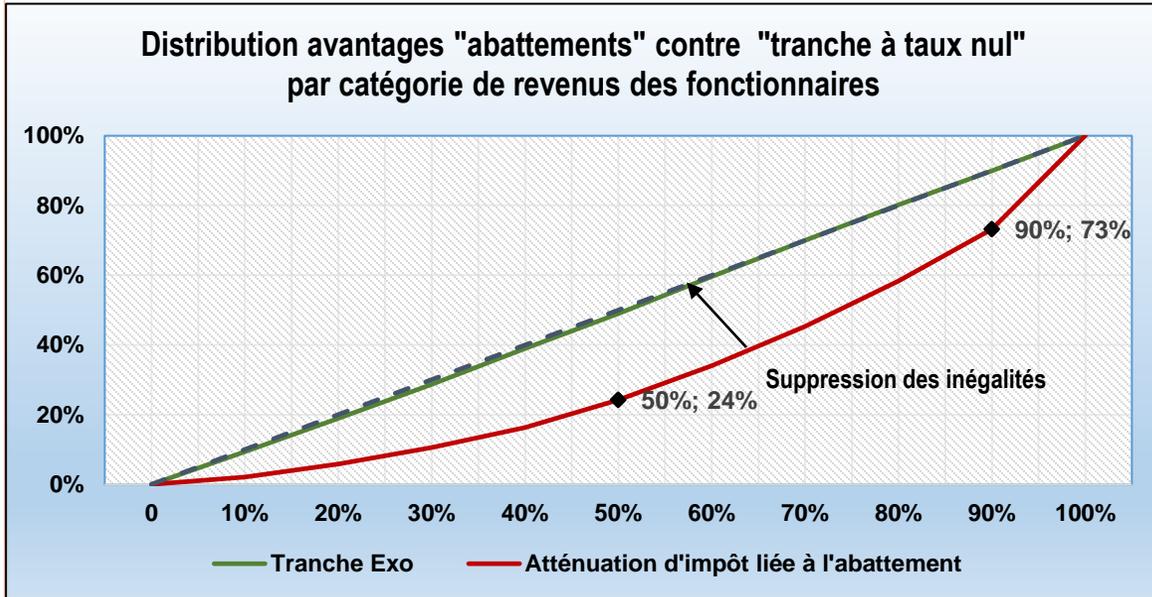


Scénario 4 retenu (en raison du taux de gagnants et du coût estimé à environ 0,1% du PIB)

Réforme		Scénario 4
Barème	0 – 75 000 : Néant 75 001 – 240 000 : 16% 240 001 – 800 000 : 21% 800 001 – 2 400 000 : 24% 2 400 001 – 8 000 000 : 28% Plus de 8 000 000 : 32%	❖ Aménagements concernant les bénéficiaires de pensions de retraite et rente viagère ✓ Relèvement du niveau de l' abattement dont bénéficient les personnes retraitées de 300 000 FCFA à 320 000 FCFA ; ✓ Réduction de l'impôt calculé des personnes retraitées de plus de 70 ans de 75% .
Réduction d'impôt pour charges de famille (annuel/demi-part)	5 500 FCFA	
Impact sur le budget de l'Etat		-39 mds
Impact sur le revenu des salariés	% de gagnants	95% des salariés en activité (Privé : 94%; Public : 99%) et 100% des personnes retraitées
	Charge fiscale supplémentaire des perdants	Privé : < 95.000 FCFA (pour des hauts salaires supérieurs à 60 millions FCFA) Public : < 33.000 FCFA (pour des hauts salaires supérieurs à 4 millions FCFA)



Effets de l'institution de la tranche d'imposition à taux nul

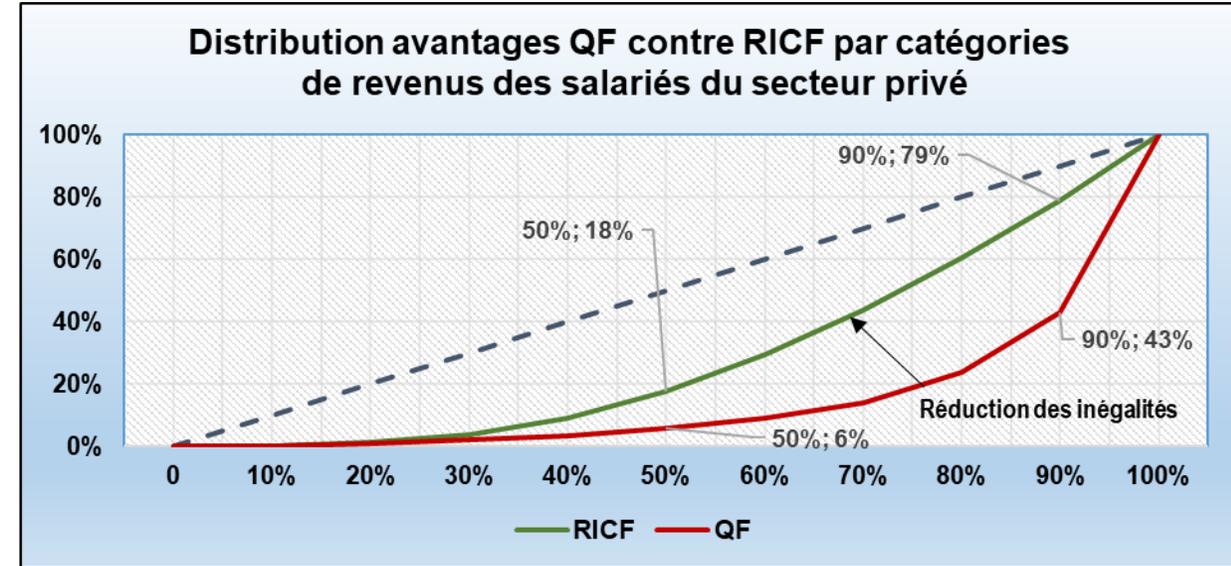
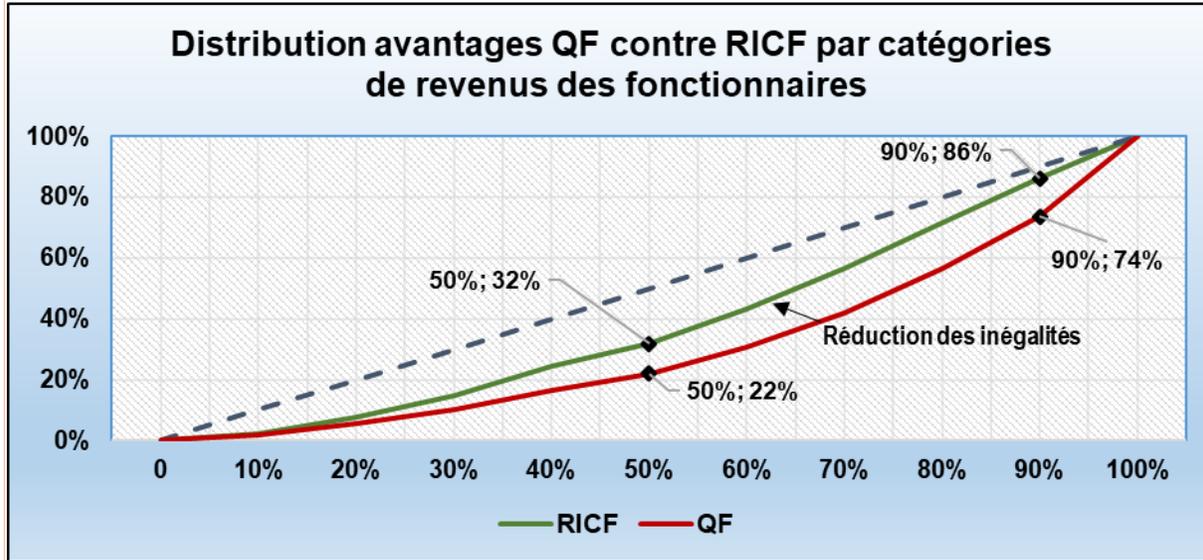


L'institution de la tranche d'imposition à taux nul supprime les inégalités induites par le système d'abattement de 20% et 15%, en matière d'avantages accordés pour charges spécifiques.

→ Les salariés bénéficient tous de la tranche à taux nul, quasiment **de façon égalitaire**.



Effets du mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille (RICF)



Le mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille, institué en substitution au quotient familial, contribue à réduire les inégalités induites par le dispositif actuel de quotient familial, en matière d'avantages accordés pour prise en charge familiale :

- ➔ **fonctionnaires**, coût annuel = **38 milliards** : **50% de revenus à partir des montants les plus faibles** bénéficient de **32%** des avantages accordés pour charge de famille, soit **12 milliards** (contre **22%**, soit **6,9 milliards** avec le **QF**) et les **10% de revenus supérieurs** bénéficient de **14%**, soit **5,2 milliards** (contre **26%**, **8,2 milliards** soit avec le **QF**).
- ➔ **salariés du privé**: coût annuel = **86 milliards**. **50% de revenus à partir des montants les plus faibles** bénéficient de **18%** des avantages accordés pour charges de famille, soit **15,3 milliards** (contre seulement **6%**, soit **10,2 milliards** avec le **QF**) et les **10% de revenus supérieurs** bénéficient de **21%**, soit **18 milliards**, (contre **57%**, soit **97,8 milliards** avec le **QF**).



Avantages de la réforme :

- Simplicité : Méthode de calcul simplifiée avec une seule nature d'impôt et un seul système de taxation progressive ;
- Equité : Introduction d'une tranche à taux nul (en remplacement du système d'abattement de 20% et 15%) et d'un mécanisme de réduction d'impôt pour charges de famille (en lieu et place du système de quotient familial) ;
- Exonération des salaires les plus faibles : Salaires inférieurs ou égaux à 75.000 FCFA, plus de 58.000 de salariés concernés ;
- Aucun retraité n'est négativement impacté par la réforme
- Gains : **40,6 milliards** pour **95%** des salariés en activité, globalement :
 - Fonction publique : **99%** de fonctionnaires : augmentation du pouvoir d'achat : **15,8 milliards** ;
 - Secteur privé : **94%** des salariés : augmentation du pouvoir d'achat : **24,1 milliards** ;
 - Fonctionnaires retraités : **100%** : augmentation du pouvoir d'achat : **0,7 milliard**.



- Pour les entreprises : potentielle augmentation de la consommation des ménages attendue, entraînant une probable demande supplémentaire de biens et services, induisant subséquemment un accroissement de la production des entreprises locales ;
- Toutefois, le coût nominal budgétaire global est estimé à **39** milliards de FCFA (dont **22,6** milliards de FCFA imputables au secteur privé, **15,7** milliards de FCFA au secteur public et **0,7** milliard au secteur social) ;
- Au total, un dispositif simplifié et une réforme qui accroît le pouvoir d'achat des salariés induisant une probable augmentation de la consommation de ces ménages et de la production des entreprises.



□ Conditions de succès

Il convient de mettre en place une bonne stratégie de communication en vue de l'appropriation effective de la réforme par tous les acteurs, en particuliers les personnes impactées (perdants).

- Initier une communication sur les motifs et avantages de la réforme ;
- Organiser une série de rencontres de sensibilisation ciblée en direction des institutions et structures dont les agents sont impactés par la réforme (Ministères Techniques, Patronat et syndicats de travailleurs).





**MERCI POUR VOTRE
AIMABLE ATTENTION**